

Femmes : chemins d'espérance

ENTRE NOUS

Entre Nosotros

Among Us



Dialogue et Coopération

Diálogo y Cooperación
Dialogue and Cooperation

Dans les Équipes Enseignantes se regroupent des éducateurs chrétiens qui travaillent dans l'école publique de leur pays. Avec beaucoup d'autres collègues ils travaillent pour promouvoir:

- Une école de qualité pour tous, lieu de fraternité où les différences de culture, de race et de religion sont vécues comme une richesse.
- Un système éducatif qui s'appuie sur les valeurs démocratiques, le respect des droits de l'Homme et de l'Enfant.
- Une Église plus fidèle à la grande liberté évangélique, à la bonne nouvelle annoncée aux pauvres et à partir d'eux à toute l'humanité.

Les membres des Equipes Enseignantes sont convaincus que dans ces engagements le Dieu de Jésus Christ est présent; ils cherchent à Le reconnaître et à le dire dans leurs groupes, petites communautés fraternelles où ils pratiquent la révision de vie.

Éditorial: <i>Suzanne Cahen, Paulette Molinier</i>	p.3
Situation géopolitique:	
Afrique <i>Jean Jacques Fall</i>	p. 4
Amérique latine <i>Mari Carmen Murillo</i>	p. 5
Asie <i>Rosalinda S. Francia</i>	p. 7
Europe <i>Gabrielle Gaspard</i>	p. 8
Éducation	
Afrique <i>Jean Jacques Fall</i>	p. 9
Amérique latine <i>Mari Carmen Murillo</i>	p. 9
Asie <i>Rosalinda S. Francia</i>	p. 10
France <i>Catherine, Marianne, Evelyne</i>	p. 11
Vie des équipes et Église	
Amérique latine et Caraïbes <i>Mari Carmen Murillo</i>	p. 12
France <i>Gabrielle Gaspard</i>	p. 12
Asie <i>Rosalinda S. Francia</i>	p. 13
Afrique <i>Jean Jacques Fall</i>	p. 15
Témoignages	
La femme en politique <i>Rita Toledo Figueroa</i>	p. 17
La femme dans la vie associative <i>Christelle Roumieu</i>;	p. 18
la femme au sein de la famille <i>Anne Marie Rose Ndjone</i>	p. 19
Fiche de réflexion	
Femme chemin d'Espérance <i>Mari Carmen Urgilès</i>	p. 21
Prière	
Marie témoin d'une espérance <i>Claude Bernard</i>	p.22

Une formule nouvelle pour le Bureau International

Ce numéro 82 d'*Entre Nous* est particulier. Il présente un condensé de la géopolitique des continents ainsi que ce qui concerne l'évolution du monde de l'éducation, la vie des Équipes Enseignantes et leurs relations avec l'Église.

Compte tenu de la charge financière que représente l'organisation d'un Bureau International, de 15 jours à Paris, chaque année, les membres du Bureau International de juillet 2016 avaient pris la décision d'expérimenter, en 2017, une formule par procédé numérique. Cette décision avait déjà été envisagée lors de la rencontre 2015 et mûrie pour être opérationnelle en 2017.

Elle a été facilitée par la rencontre de *Claude Henry*, ami du père Pedro Riouffrait (aumônier des Équipes Enseignantes en Équateur). Claude Henry s'est proposé pour organiser techniquement le PAD (*Packet Assembler and Desassembler*), logiciel permettant une communication écrite de plusieurs personnes, en même temps, de manière gratuite). Pendant un an, Claude Henry a travaillé avec des membres de Dialogue et Coopération pour mettre au point l'outil. Des expérimentations successives ont été faites avec tous les représentants des continents et les traducteurs, pour aboutir à la soirée du 6 octobre 2017 (22h pour la France, 21h pour l'Angleterre, 20h pour le Sénégal, 15h pour l'Équateur, et 4h le 7 octobre pour les Philippines). La séance a duré un peu plus de 2 heures.

Étaient en relation : *Jean-Jacques Fall*, délégué continental d'Afrique, *Mari Carmen Murillo*, déléguée pour l'Amérique latine, *Rosalinda Francia* déléguée d'Asie, et *Gabrielle Gaspard* pour l'Europe. De plus, intervenaient *Suzanne Cahen* pour Dialogue et Coopération, *Père Pedro Riouffrait* aumônier du Bureau International, et les traducteurs : *Jonathan Ticher* et *Pierre Darnaud* (pour l'anglais), *Paulette Molinier* (pour l'espagnol) et *Fanja* (secrétaire administrative de Dialogue et Coopération). *Monique Judenne* et *Didier Tardif* observaient depuis chez eux.

Tout cela a été possible grâce à un important travail de préparation technique (pour le concepteur comme pour les utilisateurs) et de traductions. Chaque délégué d'un continent a écrit puis transmis à Dialogue et Coopération 3 textes dans sa propre langue (analyse géopolitique, le mouvement et l'Église, vie des Équipes), chaque texte a été traduit en deux autres langues. Chaque délégué a ensuite reçu l'ensemble des textes dans sa propre langue afin d'en faire l'analyse avant le 6 octobre 2017.

Cette soirée a été réussie. Elle a permis à chacun de s'exprimer, tout d'abord en rapportant, pour son continent, les convergences en géopolitique, dans l'éducation, et concernant la vie des Équipes Enseignantes et de l'Église. Suite aux échanges sur ces sujets, des lignes directrices, proposées par Dialogue et Coopération, ont été retenues dans chaque domaine.

- * **En géopolitique** : le terrorisme, les migrations, le changement climatique et ses conséquences, la drogue, la lutte pour le pouvoir et les risques d'autoritarisme.

Par ailleurs, si nous ne pouvons pas changer les systèmes existants, comment changer notre environnement social, politique, éducatif, spirituel et familial afin de ne pas reproduire les mêmes systèmes néolibéraux qui sont, comme disait le Pape François, des « systèmes de péché » ?

- * Dans le domaine de **l'éducation** : l'importance des nouvelles technologies, le temps limité des réformes qui se succèdent, l'augmentation du temps de travail pour les enseignants et le stress, le rôle des syndicats et organisations professionnelles, le souci des minorités.
- * En ce qui concerne les **Équipes Enseignantes** et **l'Église** : l'importance des rencontres et des formations à différents niveaux (par exemple étude de la doctrine sociale de l'Église), les actions sociales, l'appartenance à différents groupes, la recherche de partenariat, le manque de renouvellement des membres des Équipes.

Il a été demandé à chacun des coordinateurs continentaux de réfléchir aux propositions suggérées par Dialogue et Coopération afin de faire une synthèse destinée à la revue, ce qui permettra aux membres des différents pays de travailler sur ces thèmes.

Nous rappelons que Dialogue et Coopération centralise les contenus des bulletins, se charge de leurs traductions, de leur confection en français et en anglais et assure leur envoi. Pour l'Amérique latine, une équipe de Colombie confectionne les bulletins en espagnol à partir des données envoyées par Dialogue et Coopération, puis les fait parvenir à tous les Équipeurs d'Amérique latine par voie électronique.

Après le constat du coût financier engendré par la confection et l'expédition des bulletins *Entre Nous* (deux bulletins par an en trois langues), le souhait de réduire à 22 pages chaque bulletin a été émis. Un temps de réflexion a été laissé à chacun après une première proposition de Dialogue et Coopération pour la nouvelle répartition des articles.

Dans la nouvelle version, la longueur des rapports (géopolitique, éducation, vie des Équipes/Église), a été réduite. Des témoignages, et des textes de réflexion prendront une importance différente en fonction du type de numéro (le bulletin suivant le Bureau International a toujours une forme spécifique). En revanche, les rapports complets pourraient être mis in extenso sous forme numérique (sur un site). La décision sera prise après consultation de tous les membres du Bureau International et du Conseil d'Administration de Dialogue et Coopération.

Nous sommes conscients que cette formule ne peut pas remplacer un Bureau International comme nous avons procédé jusqu'à présent.

Les coordinateurs continentaux sont élus tous les quatre ans : en janvier 2015 MariCarmen a été élue pour l'Amérique latine ; en août 2014 Rosalinda a été élue pour l'Asie ; et en août 2016 Jean-Jacques a été élu pour l'Afrique. Ce dernier a dû participer au Bureau d'octobre sans connaître les autres participants. Aussi, est-il prévu un Bureau International en 2018 à Paris, pendant lequel la fréquence des rencontres en France sera redéfinie.

Outre ce qui a été énoncé en début d'article, ce n° 82 porte une amorce de questionnement sur les conditions des femmes dans les divers continents. Des témoignages sur le travail, la famille, la politique et les organisations sociales vous sont proposés. Cette réflexion sera poursuivie et développée dans le numéro suivant de mai 2018.

Suzanne Cahen, Paulette Molinier



❧ *SITUATION GÉOPOLITIQUE* ❧

AFRIQUE

Burundi

Cette année, le changement de climat n'a pas épargné le pays. La grande saison sèche s'est prolongée et les agriculteurs ont perdu énormément dans la 1^{ère} saison culturale. Presque tout le territoire a connu une famine (plus de 90% de la population vit de l'agriculture).

Heureusement, pour la 2^{ème} saison culturale la pluie a connu un rythme régulier et la population est en train de récolter les haricots.

Suite à la sévère pénurie de carburant qui, dès le mois de mai a affecté durement la vie quotidienne de la population et frappé l'économie du pays on a vu une hausse généralisée des prix du transport et des prix des denrées alimentaires. A cela s'ajoute l'insuffisance d'électricité qui gêne l'activité de très nombreux artisans: coiffeurs, mécaniciens petits commerçants.

Le Gouvernement est en train de trouver la solution à tous ces problèmes.

Cote d'Ivoire

L'année 2017 a commencé par quelques remous sociaux : une grève générale de trois semaines des fonctionnaires et une mutinerie dans l'armée. Le gouvernement a apporté des solutions aux différentes revendications.

Le mois de juin est marqué par la saison des pluies, qui a causé des inondations, des glissements de terrain, des effondrements d'immeubles ; conséquences : des pertes en vie humaines et d'importants dégâts matériels.



République de Guinée

La situation sociopolitique du pays est polarisée par le dialogue politique inter guinéen. Ce dialogue autrefois interrompu a été relancé entre l'opposition et la mouvance au pouvoir.

Le 1^{er} septembre 2016, la rencontre entre le Chef de l'État, Pr Alpha Condé et le Chef de file de l'opposition jette les bases d'un apaisement général dans le pays à la satisfaction des deux parties. Après l'accord du 20 août 2015, les travaux du dialogue s'ouvrent le 22 septembre 2016, sous la présidence de Monsieur le Ministre de l'administration du territoire, avec le désir de se mettre ensemble pour "pacifier l'espace politique et social, consolider la paix et la stabilité, renforcer les acquis démocratiques et parvenir à une normalisation politique et institutionnelle". La volonté de mettre ensemble les efforts en vue d'un fonctionnement normal des Institutions et de l'administration est réaffirmée.

Dans l'accord du 12 octobre 2016, les parties ont procédé à l'évaluation et à la détermination des modalités d'application point par point de l'accord du 20 août 2015. Cet accord du 12 octobre 2016 a donc porté sur l'évaluation des points suivants : le fichier électoral, l'organisation des élections communales, la commission électorale nationale indépendante (CENI), le respect du principe constitutionnel de la neutralité de l'administration publique ; l'identification et la poursuite des auteurs des violences durant les manifestation organisées par l'opposition pour les élections législatives de 2013 ; la mise en place de la Haute Cour de Justice ; la libération des personnes arrêtées et condamnées.

Tous ces points ont été discutés un à un, certains sont à ce

jour réglés, d'autres ne le sont pas encore comme l'organisation des élections communales qui devaient avoir lieu en février 2017 et qui tardent à se tenir.

Ce qui est positif et important c'est que le dialogue se poursuit. Ce qu'il faut craindre maintenant c'est la réaction de l'opposition qui menace de marcher après le mois du ramadan.

En outre, avec les difficultés économiques fortement ressenties par toutes les couches laborieuses, corollaires du manque d'emploi pour les jeunes, le pays traverse des crises sociales à répétition dans les zones minières. À Boké, la grogne populaire exige que les véhicules transportant la bauxite ne traversent plus la ville. De plus, les populations locales exigent des efforts plus significatifs dans le développement de Boké. À Siguiri, les populations vivant avec la Société Aurifère de Guinée (SAG) exigent l'amélioration de leurs conditions de vie (accès à l'eau courante, à l'électricité...)

Autres faits : l'émigration clandestine a gagné notre pays avec de lourdes conséquences pour la jeunesse: de manière cyclique des jeunes Guinéens sont rapatriés de Libye. À ce tableau tristement célèbre s'ajoute la drogue qui fait impunément des ravages sur notre jeunesse.

Sénégal

L'année 2017 a été pour le Sénégal, une année féconde, riche en événements tant dans le domaine du temporel que du spirituel.

Dans le domaine politique, les Sénégalais ont joué un rôle important pour aider le Président élu à s'installer, lors de l'élection présidentielle, car le Président sortant après avoir reconnu sa défaite dans un premier temps a fait volte face pour demander l'annulation de la dite élection.

Aussi, les élections de représentativité des centrales syndicales se sont tenues le 26 avril 2017 et les élections législatives sont programmées le 30 juillet 2017.

Togo

Aucune élection n'a eu lieu depuis avril 2015. Aucune réforme n'est faite depuis lors. Cependant, la réforme politique est le souhait des populations. La décentralisation du pays tarde à s'installer et les élections locales ne sont plus organisées depuis 1987. Un haut-commissariat à la réconciliation a été mis en place. Il a commencé à sillonner le pays pour sensibiliser et tenter d'apaiser les cœurs des victimes des violences politiques du passé.

Jean Jacques Fall
Coordinateur Continental Afrique



AMÉRIQUE LATINE

Avec le nouveau millénaire, commence une nouvelle histoire pour l'Amérique latine. Les dictatures des années 60 à 80 imposées par le gouvernement des États-Unis ont généralisé le néo-libéralisme imposé pour contrôler les matières premières à bas prix.

1. Les gouvernements progressistes

Avec le XXI^e siècle sont apparus les gouvernements dits "progressistes", à la recherche d'un "socialisme latino-américain du XXI^e siècle". Ils ont gagné les élections dans une dizaine de pays. Pour retrouver leur influence, les États-Unis ont renforcé leur présence en augmentant leurs bases militaires dans la plupart des pays d'Amérique latine en établissant une "Alliance (économique) du Pacifique" avec le Chili, le Pérou et la Colombie.

Mais bientôt, a commencé un compte à rebours : les États-Unis ont provoqué des coups d'État déguisés en faisant pression sur les assemblées législatives, en divisant les partis de gauche et du centre, afin que les partis de droite réunissent une majorité pour destituer les présidents élus. Ce processus a commencé au Honduras. Puis vinrent le Paraguay, l'Argentine et le Brésil.

L'objectif visait également des changements au Venezuela, en Équateur et en Bolivie (élections en 2018). Le Venezuela résiste, en dépit des millions de dollars américains donnés à l'opposition. Le soutien des grands médias internationaux, comme la hiérarchie de l'Église déforment systématiquement la réalité. Les élections d'avril (2017) en Équateur devaient marquer une étape irréversible vers le retour de la droite néolibérale en Amérique latine. Celle-ci avait prévu un coup d'État, en criant à la fraude avant que les résultats des élections n'aient été proclamés. Heureusement ceux-ci ont été suivis par plus de 250 observateurs internationaux. Juste après les élections, le candidat de droite se déclarait vainqueur sur la base des résultats truqués d'un institut de sondage payé par le candidat banquier, et plusieurs moyens de communication (télévisions et radios) qui le confirmaient comme président. En même temps il appelait ses partisans à descendre dans la rue. Mais le programme n'a pas fonctionné. L'Équateur n'a pas rejoint le chemin du néo-libéralisme après 10 années de grandes réalisations pour la grande majorité de la population.

Conclusion

Il faut dire que ce progressisme latino-américain n'a pas avancé vers le socialisme rêvé. Il s'agissait plutôt d'un capitalisme social qui a profité aux riches et aux pauvres. Les riches ont continué à devenir riches, mais beaucoup moins qu'auparavant (ce qu'ils n'acceptent pas), tandis que, 20 à 30 % de la population sont sortis de la pauvreté. Le vote de l'Équateur ainsi que les luttes généralisées dans les pays revenus au néo-libéralisme sont des signes que de nouvelles voies sont à privilégier pour des changements significatifs dans les secteurs populaires du continent. On peut remarquer que les Églises ne se solidarisent pas avec les luttes et les aspirations des pauvres. L'Église des pauvres en Amérique latine, particulièrement forte au

Brésil, accueille le témoignage du pape François, mais les persécutions subies par le clergé et les dictatures pendant 3 décennies n'ont pas permis son développement quantitatif ni sa capacité de renouveau ecclésial et de transformation sociale.

2. Amérique Centrale et Caraïbes

La situation en Amérique centrale est complexe. Les objectifs que rêvaient d'atteindre ces pays grâce aux luttes révolutionnaires furent détruits par l'interventionnisme nord-américain en collusion avec les élites nationales.

Le Mexique est le pays de toutes les mafias qui contrôlent même le gouvernement et ses institutions. L'autonomie qu'ont construite les indigènes zapatistes marque une étape importante des luttes des peuples indiens du Mexique. Leur résistance non-violente, leur gouvernement populaire et leur sagesse ancestrale leur permettent de survivre de manière organisée, dans un environnement défavorable, sont des exemples à suivre pour les autres peuples pauvres d'Amérique Latine. En cette année d'élections au Mexique, les Zapatistes se sont organisés en parti politique. Ils lancent un défi à la société mexicaine tout entière et ouvrent des voies alternatives pour tout le continent.

Le Guatemala et le Honduras sombrent dans la violence répressive de leurs États respectifs. Le Nicaragua, Le Costa Rica, la République dominicaine et le Panama ne parviennent pas à échapper à l'influence nord-américaine, ce qui les empêche de trouver les moyens d'un véritable développement. Les forces militaires des Nations Unies en Haïti empêchent l'organisation du pays et la lutte contre la pauvreté croissante, dans l'indifférence et la complicité des pays industrialisés. Les îles des Caraïbes et la Guyane française ne parviennent pas pour différentes raisons, à un développement indispensable pour tous.

En ce qui concerne Cuba, les accords signés entre son gouvernement et le président Barack Obama n'ont pas réussi à inverser ni le processus socialiste inauguré par Fidel Castro (décédé en 2016) ni la résistance au blocus commercial des États-Unis. Ces accords n'apportent pas de grands changements ; le président Barack Obama n'a pas accompli la promesse de quitter la base navale cubaine de Guantanamo occupée militairement depuis plus d'un siècle.

Conclusion

Une revendication de plus en plus forte monte de ces pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Ils veulent construire ensemble un futur de fraternité, d'égalité et de dignité.

La réunion des évêques d'Amérique Latine à Aparecida, au Brésil, il y a 10 ans, n'a pas produit les fruits attendus : pas "la grande remise en cause ecclésiale" ni de grande mission pour avancer vers des changements nécessaires dans les paroisses, les séminaires et les conférences épiscopales nationales. "L'Église catholique actuellement ne dispose pas d'un personnel formé pour répondre de façon appropriée aux changements demandés dans le clergé par les évêques à Aparecida", affirmait le théologien Joseph Comblin.

3. Les peuples indigènes

Les peuples autochtones continuent d'être marginalisés dans l'ensemble des Amériques plus au Nord qu'au Centre et au Sud. Ils souffrent toujours de l'oppression économique, la marginalisation politique, la colonisation culturelle et religieuse... Seule la Bolivie, avec une majorité de population indienne, a réussi à élire un indien comme président, en la personne d'Evo Morales. Une nouvelle constitution a été rédigée. Elle rend leur dignité aux Indiens en particulier.

En Équateur, la plupart des dirigeants des 11 nationalités indiennes se sont laissé corrompre par les avantages matériels du système capitaliste. Le manque d'éducation politique et de proximité a fait que la marginalisation et la pauvreté continuent d'être une réalité importante. Dans les autres pays, les peuples indiens continuent de lutter pour la reconnaissance de leurs droits ; ils restent encore invisibles dans certains pays. Les Églises chrétiennes ont développé leur solidarité avec les peuples indiens de l'Amazonie, mais elles souffrent de structures sclérosées. Sans relâche le pape François encourage le clergé en général à défendre les causes de ces peuples.

Conclusion

Les peuples indiens sont la grande cicatrice causée par les invasions européennes. Ils font à l'intention de tous les pays du monde des propositions de société fondées sur "le bien vivre" et non sur le « bien-être » matériel. Celui-ci leur a permis de vivre depuis des siècles en harmonie interne et en communion avec la nature. Les Églises chrétiennes n'ont pas réussi à les comprendre.

Perspectives

Certes, "l'Amérique Latine est le continent de l'espérance" selon l'expression du pape François. L'Église des pauvres a appris le multiculturalisme. Malheureusement, l'élection du président américain laisse entrevoir de nouvelles difficultés et de nouveaux conflits en Amérique latine : son interventionnisme sur le continent laisse prévoir des années difficiles.

L'Amérique latine est en conflit avec ses voisins mais connaît aussi des tensions à l'intérieur des pays. Les classes riches ne reconnaissent pas les violences que représentent la pauvreté et la marginalisation, dont elles sont souvent responsables. Extérieurement, le pillage impitoyable des multinationales et les menaces du gouvernement des États-Unis continuent.

L'Amérique latine est le continent qui compte le plus de catholiques sur la planète. Il est aussi le continent des plus grandes inégalités sociales. Pour ses nominations d'évêques, la Conférence épiscopale Latino-Américaine (CELAM) devient plus ouverte et plus progressiste. L'Amérique latine a besoin de pasteurs et de prophètes qui s'identifient à "l'Église des pauvres et pour les pauvres".

Les besoins actuels exigent des gens, des peuples et des Églises un engagement renouvelé en faveur de grands changements pour aider les pauvres à se libérer, être solidaires de leurs aspirations et de leurs luttes. Ensemble nous pouvons construire une vie en plénitude pour tous les

peuples, en harmonie avec la nature et en union avec les autres continents, en particulier leurs peuples les plus pauvres.

*Mari Carmen Murillo Trad.P.Pedro
Guayaquil, avril 2017*



ASIE

Cette année a été l'occasion pour certains pays du continent asiatique de démontrer leur capacité de résilience économique et leur stabilité politique tandis que d'autres se trouvaient confrontés à des changements d'alliances et de pouvoirs politiques, à des ralentissements de la croissance, à des menaces régionales sécuritaires et à une pénurie des ressources disponibles.

Au Bangladesh, la montée du terrorisme, des conflits politiques, de l'intolérance religieuse et de l'insécurité sont patents, tant en 2016 qu'aux débuts de l'année 2017. En dépit de ces tensions les gens ont montré leur détermination à défendre la démocratie et lutter pour un avenir économique meilleur pour tous. Le Produit Intérieur Brut a crû de 7.05% en 2016. Cette augmentation a été facilitée par les versements réalisés par les Bangladais qui vivent à l'étranger, les exportations (confection) les augmentations de salaire et le faible taux d'inflation. La Chine et quelques autres pays y ont investi et transféré des technologies de pointe pour y soutenir les efforts de développement durable. Le secteur de l'énergie et la construction de ports en eau profonde y attirent aussi d'autres pays. Ces deux aspects sont un atout pour le Bangladesh et ils peuvent être d'un immense bénéfice pour le développement de son économie.

L'Inde a connu des développements positifs en 2016, tant en termes de gouvernance que d'éducation. Le gouvernement Modi a pris des mesures pour faciliter l'accès des plus démunis aux services financiers, tels que ceux des banques, des assurances et des retraites. Il y a aussi lancé des campagnes pour mettre des installations sanitaires modernes à la disposition de plus nombreuses familles. Puissance économique croissante, et puissance nucléaire, l'Inde demeure l'économie du monde qui se développe le plus rapidement, en dépit d'une opération de démonétisation. Mais le rythme des réformes structurelles reste lent. Le pays fait encore face à de vastes problèmes sociaux, économiques et environnementaux. Selon les estimations des Nations Unies la population de l'Inde dépassera celle de la Chine en 2028.

En Malaisie, la croissance économique a été modérée en 2016. On estime qu'elle sera d'environ 4,6% en 2017. Les partis politiques se préparent aux 14ème élections parlementaires. Dans ces circonstances, le pays lutte activement contre la corruption et les extrémismes raciaux et religieux. Au cours de cette année 2017, et au-delà,

l'attention se portera sur la participation des femmes à la vie politique, sur l'avancée vers plus de démocratie et la reprise de l'économie. En dépit de sa faible croissance économique, le pays se place en 3ème position parmi les pays d'Asie du sud en termes de pouvoir d'achat. Ses consommateurs, quoique sensibles à l'augmentation des prix, ont connu des décennies de croissance soutenue et ils sont habitués à exiger des produits de qualité internationale, ainsi qu'une éducation et des services de santé de haut niveau, et un style de vie écologique.

Le défi pour le **Pakistan** en 2017 sera d'équilibrer les conséquences sociales, politiques et environnementales du projet du Corridor Économique Chine-Pakistan. Les investissements actuels dans les infrastructures et le secteur de l'énergie sont autant d'étapes pour stimuler l'économie et fournir de l'emploi à la population. Cependant les responsables devront être attentifs aux risques de conflits inter-provinces au niveau local, ainsi qu'aux menaces écologiques possibles. La sécurité s'est améliorée dans les régions de la frontière ouest du pays et à Karachi. Cependant, en dépit des efforts pour rectifier les déséquilibres économiques et sociaux la démocratie y est encore fragile. Les tensions entre le Pakistan, l'Inde et l'Afghanistan éclatent régulièrement en poussées de violence. A l'intérieur du pays les attaques de groupes terroristes ou d'insurgés, et les contre-attaques des militaires ont causé la mort de milliers de Pakistanais. Les institutions gouvernementales continuent d'entretenir une violence sectaire envers les minorités, ce qui amène ces groupes à considérer la violence comme une alternative légitime.

Aux Philippines, la politique économique de l'administration Duterte est inquiétante. Les responsables de l'administration Duterte et les milieux dominants promeuvent une économie de type libéral au dépend de réformes sociales pour la population. La récente réforme des impôts qui prétend favoriser les pauvres est en fait favorable aux riches. La campagne anti-drogue du président Duterte terrorise la population, de nombreux innocents en ont été victimes. La déclaration de la loi martiale au Sud du pays entraîne des risques d'instabilité politique, et elle a réanimé des sentiments de peur. Les offensives militaires contre les militants islamiques de la province de Lanao del Sur ont causé la mort de nombreuses personnes et le déplacement de nombreuses familles. Certaines de ces familles se retrouvent dans des camps de réfugiés, d'autres ont trouvé refuge chez des amis ou chez leurs proches dans les environs. On s'attend à ce que le nombre de ces réfugiés augmente avec la montée en puissance du conflit avec les terroristes. La ville de Marawi City est actuellement inaccessible aux organisations humanitaires.

Au Sri Lanka, en juin 2016 le président Maithripala Sirisena terminait le premier quart de son mandat de six ans. Sirisena jouit d'un authentique mandat national en ayant rassemblé 70% des votes des minorités ethniques et religieuses. Il y a beaucoup d'espoir dans le pays que la présidence de Sirisena, avec Wickremasinghe comme premier ministre, ouvre une nouvelle étape pour le pays

vers la réconciliation ethnique, et qu'elle inaugure une politique de paix, de respect de l'État de droit, de bonne gouvernance et de prospérité économique. Le défi qu'ont relevé en 2016 les responsables du pays sous la direction de Sirisena- Wickremasinghe a été celui de la concrétisation des discours de bonne gouvernance. Il leur faudra maintenant dépasser l'équilibre fragile de la coalition en place pour répondre aux attentes d'une population de plus en plus impatiente.

*Rosalinda S. Francia
Coordinatrice continentale de l'Asie
trad. Jean-Marie Dumortier*



EUROPE

Il est hasardeux d'écrire à chaud un rapport sur ce thème :

* Seul le recul peut conférer à un événement son importance (les statistiques sont de 2014 ou 2015),

* Il est possible que le découpage imposé (Asie/Afrique/Amérique (du sud)/Europe) empêche de voir des convergences ou similitudes d'intérêts prenant le pas sur celles des blocs géographiques naturels (donnons deux exemples : Europe-Chine, Amérique du Nord, Royaume-Uni).

* Compétence des rédacteurs « amateurs ».

Économie Européenne

L'Union européenne (UE) est une des premières zones économiques mondiales (22,07% du PIB mondial en 2015). La part de l'UE dans le produit intérieur brut mondial tend à diminuer, comme celle des États-Unis et du Japon, du fait de la forte croissance de certains pays émergents.

En 2014, la croissance du PIB de l'UE était de 1,2%, le taux de chômage de 10,1%, l'inflation de 0,7%, le taux de personnes en dessous du seuil de pauvreté (2013) de 16,4%. Le principal fournisseur est la Chine (18%), et le principal importateur les États Unis d'Amérique (18,3%). La dette publique était de 80,9% du PIB. Le PIB de la Russie, pour partie en Europe, a régressé, suite à la guerre en Ukraine.

L'évasion fiscale coûte aux citoyens européens chaque année (4% du PIB). La lutte contre l'évasion fiscale commence : harmonisation des règles internes, lutte contre les paradis fiscaux.

Des phénomènes d'accaparement des terres apparaissent, particulièrement dans l'Europe de l'Est.

67% des emplois de l'UE concernent les Services (2013)

Évènements sociaux:

* Les mouvements politiques populaires grecs, espagnols, français n'ont pas débouché sur des alternatives crédibles. Les évènements sociaux ne

tiennent pas le haut du pavé en Europe. Des luttes ouvrières ont surtout un caractère défensif. En parallèle, d'autres combats sont menés : *écologiques* (opposition à la construction d'un aéroport jugé inutile) ou *sociétaux* (accueil des migrants – France, Italie, Allemagne- égalité de genre...).

* L'ouverture allemande aux migrants du 31 août 2015, se heurte aux désaccords politiques des pays européens. L'Italie supporte presque seule l'ensemble de l'accueil des migrants (181 000 migrants en 2016, environ 1500 morts par an en moyenne en Méditerranée depuis l'an 2000). Les pays du nord-est de l'Europe refusent des quotas de répartition des migrants. L'Europe cherche à réaliser avec les États africains une politique qui ressemble à celle qu'elle a pratiquée avec la Turquie : le contrôle à distance.

* En France, on constate la réapparition de camps de fortune et des phénomènes de harcèlement se produisent. Réelle concurrence entre pauvreté et précarité des sans-papiers, ou des Roms – des citoyens européens – et celles des nationaux.

* Les attentats djihadistes commis par l'état islamique (Nice et St Pierre de Rouvrais, juillet 2016 ; Berlin, décembre 2016 ; Londres, janvier 2017 ; Manchester, mai 2017...) marquent les esprits.

Politique

Le rejet du modèle Trump (élu en janvier 2017) est un élément d'accord entre les opinions européennes et mondiales (sauf Israël et URSS) ; de ce fait l'Europe devra prendre en charge sa défense.

L'annexion de la Crimée par l'URSS est acquise. Été 2017 des manifestations importantes ont lieu en Pologne alors que le parti conservateur tente une réforme de l'État permettant le contrôle du judiciaire par l'exécutif. La Pologne s'expose ainsi à des sanctions européennes.

Les **élections** ayant eu lieu dans 11 pays pendant cette période illustrent bien la complexité de la situation qui donnent un recul des gauches au profit de la droite parfois nationaliste (Portugal, Slovaquie, Autriche, Roumanie, Allemagne, Irlande du Nord, Pays-Bas, Hongrie, Bulgarie), au libéralisme (France).

On pourrait dire en conclusion que les populations européennes se trouvent partiellement en opposition avec les valeurs d'égalité, de concorde, d'échange, de partage du pouvoir, d'accueil, que l'Union européenne prétend incarner (elle ne les défend que très partiellement, mais la plupart des états nationaux encore moins) et la volonté de pouvoir gérer ses affaires dans un cadre national. Le sentiment "mon pays d'abord" vient de gagner une victoire significative en mars 2017 par l'engagement par le Royaume uni de sa sortie de l'union européenne (BREXIT voté en juin 2016).

G. Gaspard à partir du texte de J. Kayser



ÉDUCATION

EN AFRIQUE

Au Sénégal, dans le domaine de l'enseignement, les élections de représentativité syndicale tenues le 26 avril 2017, ont permis de réduire la pléthore de syndicats d'enseignants qui existait et par la même occasion donner plus de crédibilité à ces derniers. Il faut noter que l'année scolaire 2016-2017, contrairement aux années précédentes a été une année calme à part quelques remous dans le supérieur.

Au Togo, l'année scolaire 2016-2017 a débuté en octobre sur fond de menaces de grève. Les enseignants réclament entre autres, l'application par le gouvernement du statut particulier des enseignants et l'amélioration de leurs conditions de travail. L'interruption des cours a causé l'allongement de l'année scolaire. Elle se terminera théoriquement le 04 août 2017. Heureusement, pour sauver cette année, une commission a été mise en place pour élaborer ce statut particulier et le soumettre au gouvernement qui se chargera de l'appliquer avant la rentrée d'octobre. Les enseignants pour leur part ont promis de rattraper le retard par des cours supplémentaires. Les examens officiels vont commencer bientôt.

Jean-Jacques Fall
Coordinateur continental Afrique



EN AMÉRIQUE LATINE

L'Amérique latine et les Caraïbes en mouvement pour la défense de l'Éducation Publique

En Amérique latine et aux Caraïbes on lutte pour la défense de l'éducation publique. Des mouvements d'étudiants et d'enseignants, du Mexique jusqu'au Chili, se soulèvent contre le modèle néo-libéral qui définit l'éducation comme une marchandise par l'imposition des politiques de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique), de la BM (Banque Mondiale), de la BID (Banque Interaméricaine de Développement), et du FMI (Fonds Monétaire International).

D'après la rationalité néo-libérale, le système éducatif en Amérique latine doit posséder trois caractéristiques : capacité de rendement, efficacité et qualité, concepts états-uniens de la performance industrielle et entrepreneuriale.

La privatisation remplace le principe constitutionnel de la

gratuité de l'enseignement, assujettit les objectifs de l'éducation à des critères purement économiques « d'efficacité et d'efficacé » et dépouille l'éducation de son contenu social.

La majorité des enfants n'a pas accès à l'école maternelle.

L'éducation de base en primaire, secondaire et l'éducation supérieure ne sont pas un droit pour toutes et tous. L'analphabétisme affecte toujours les femmes, les indigènes, les africains et les paysans. L'éducation ethnique et bilingue ne regarde pas les contextes culturels et territoriaux. L'éducation des adultes a cessé d'être formelle pour proposer une « offre » d'offices informels et sous-traités.

Les analphabétismes fonctionnel, cybernétique et informatique constituent un problème d'éducation et un grand fossé entre des générations.

A cause du contrôle autoritaire et du déplacement des espaces pédagogiques, le salaire du corps enseignant, la formation, la création des statuts de type néo-libéral exposent les enseignants aux effets psychologiques de la surpopulation, aux tensions et au stress.

En Amérique latine et aux Caraïbes, la communauté éducative, élèves, enseignants, mouvements sociaux, syndicats de l'éducation descendent dans la rue pour défendre l'École, exiger un meilleur financement, une éducation gratuite et de qualité, des repas scolaires, une infrastructure, des conditions adéquates pour exercer l'enseignement et un salaire digne pour les enseignants,...

Face à cette réalité, il est urgent que nous nous pensions comme un ensemble sans frontières, que nous apprenions à nous réinventer et à nous reconstruire en tant que sujets pédagogiques et comme le dit Freire :

« L'histoire est un processus. »

Si nous faisons notre partie, nous contribuerons à la lutte de la génération suivante. Nous n'avons pas le droit au repos.

Les luttes des peuples traversent des étapes et des difficultés différentes.

La lutte est historique et la forme aussi est historique, spatio-temporelle. La question n'est pas de renoncer à la lutte, il faut la réinventer, sans jamais s'arrêter.

L'éducation est une pratique politique, l'enseignant fait son choix. Il faut être cohérent entre le discours et l'action. Comment puis-je faire un discours progressiste puis adopter un comportement sectaire, avec des préjugés de classe ou de race ? Ces contradictions, qui se chevauchent parfois, doivent être dévoilées. Le premier combat qu'un enseignant progressiste doit mener c'est avec lui-même. C'est le début du changement. »

Les Équipes Enseignantes sont un mouvement en marche. Il n'est pas possible de rester inactif. Il faut marcher, être ouverts au changement et aux différences. Nous ne

pouvons pas parler d'une pédagogie de la parole si l'on demande le silence pour les étudiants. On apprend avec celui qui est différent, même avec son antagoniste. Une pédagogie du mouvement est une pédagogie de l'ouverture vers l'autre. Il existe toujours la tentation de rejeter celui qui pense différemment. L'enseignant qui veut être cohérent avec sa position démocratique et éthique a l'obligation de comprendre et de respecter les opinions différentes des siennes.

Freire, nous dit: « Le seul chemin est de retrouver des raisons d'espoir dans le désespoir... Et pour cela, il faut reconnaître les différents temps historiques, aujourd'hui la lutte est plus difficile. Et s'il le faut, il faudra apprendre même à hiberner. Le monde ne finit pas après deux ou trois années d'attente. Je ne doute pas que beaucoup de désespoir présent face au cynisme de cette idéologie fataliste néolibérale devienne force d'espoir... »

En ce qui concerne le couple espoir/désespoir il est bon de se rappeler que l'histoire ne commence ni ne termine avec nous. Je pense qu'il est nécessaire d'être humble par rapport à notre tâche individuelle historique. Si je me considère comme un leader, si je crois que j'ai la mission de transformer le monde, je peux tomber dans le désespoir. Je suis un parmi des milliers, l'histoire ne se termine pas avec ma génération, mais elle continue, alors je comprendrai que le minimum que je puisse faire sera toujours utile ».

Ceci est la réalité, en Amérique latine et aux Caraïbes, marquée par le néo-libéralisme destructeur. On est en train de construire une nouvelle éducation à partir de sagesse ancestrales, des expériences de l'éducation populaire, d'une lutte permanente des jeunes et des enseignants.

*Nelly Mosquera Zamudio, Colombie
trad. Elizabeth Bécot*



EN ASIE

En Asie, les gouvernements de plusieurs pays ont à plusieurs reprises confirmé l'importance de l'éducation dans leur politique de développement. L'éducation n'est pas seulement un sujet de préoccupation pour les gouvernements, il l'est aussi pour les étudiants, les parents, les communautés, les employeurs. C'est un élément déterminant pour la réduction de la pauvreté.

En Inde, les réformes se sont focalisées sur l'amélioration du système scolaire. Le Conseil National de la Recherche pour l'Éducation et la Formation qui aide et conseille le gouvernement central et les gouvernements des différents États sur les questions académiques a été remis à jour. Ce conseil est destiné à fournir un soutien technique et académique pour l'amélioration de l'éducation. De nouveaux programmes concernant la recherche, le développement, la formation, la coopération

l'information ont ainsi été élaborés. Les écoles sont appelées à faire preuve d'initiatives et à améliorer leurs manières de faire. Tout le changement vise à mettre le bien-être de l'étudiant au premier plan. Chaque étudiant aura une double chance pour passer ses examens, l'une en mars et l'autre en juin. Une seconde réforme importante qui réjouit les parents, est celle d'avoir rendu l'examen en classe terminale obligatoire pour tous les étudiants. Des évaluations et notations de résultats scolaires auront lieu dans toutes les classes avec un suivi tout au long de l'année. Des manuels ont été fournis aux enseignants pour les aider à suivre les élèves et leur permettre d'atteindre le niveau escompté.

Aux Philippines, les premiers diplômés du programme K-12 (Jardin d'enfant+12 années d'études) sortiront en 2018. Comme ce programme n'a été introduit que depuis 6 ans, les étudiants qui ont commencé leur scolarisation précédemment dans le cadre de l'ancien programme bénéficieront pour se mettre à niveau d'une période de transition appelée "Parcours d'éducation pour la vie (Lifelong learner Track)". Ceux qui ont terminé leurs études secondaires avant 2016, ou ceux qui ont quitté l'école avant d'obtenir leur diplôme, ou encore ceux qui n'ont pas du tout fréquenté de collège, pourront aussi utiliser ce Parcours d'Éducation. Une priorité a été accordée aux systèmes d'éducation alternatifs et à l'éducation des populations indigènes. Les écoles qui reçoivent des élèves issus de populations indigènes sont invitées à contextualiser les programmes pour les adapter à l'environnement où elles opèrent - des formations ont été mises en place pour aider les enseignants à le faire. L'utilisation des techniques d'information et de communication est obligatoire à tous les niveaux de l'enseignement.

Au Bangladesh, on y a fixé des objectifs et élaboré la feuille de route pour les atteindre. Ceux-ci impliquent le respect de valeurs morales telles que celles de la justice, du sens du devoir, de la discipline, de la politesse, de l'abandon du communautarisme, des droits humains, de l'accueil de modes de vie différents, de la curiosité, de l'amitié, de la persévérance et du patriotisme. On y promeut l'acquisition de valeurs scientifiques et culturelles. On y prend aussi en compte les infrastructures que cela exige, la nécessité d'un environnement social favorable, un type de pédagogie efficace, une bonne relation entre enseignants et élèves, et un statut qui respecte les femmes... Tous ces objectifs visent à donner des chances égales à tous les élèves, même handicapés ou défavorisés, y compris parmi les populations indigènes et les groupes ethniques minoritaires. Leur mise en œuvre est soutenue par une politique éducative approuvée.

La Malaisie a lancé de nombreuses initiatives pour répondre aux transformations du monde et aux besoins qui se font sentir d'organiser le développement de l'enseignement supérieur. Le gouvernement a clairement identifié les points forts stratégiques qui permettront de faire de la Malaisie un centre international éducatif d'excellence pour l'année 2020. L'Agence Malaisienne des Qualifications (Malaysian Qualification Agency)

permet aux secteurs publics et privés de l'éducation de travailler main dans ma main pour faire du pays un centre d'excellence.

Les étudiants peuvent choisir différents types d'enseignement : programmes délivrés au niveau local, choix de programmes universitaires, formation technique et professionnelle.

Les méthodes d'enseignement sont diversifiées pour répondre aux besoins des étudiants : enseignement traditionnel en salle de classe, enseignement en ligne, enseignement "à distance" ("long-distance learning"), enseignement "souple" ("flexible learning"), enseignement "ouvert" ("open learning"), enseignement "transfrontières" ("cross border learning"), enseignement "combiné" ("mixed learning).

Au Pakistan, les problèmes qui handicapent l'éducation s'enracinent profondément dans les réalités sociales et culturelles du pays. Surmonter ces problèmes sera compliqué, cela demandera un changement d'attitude de la part de la population. Jusqu'à ce que cela se réalise il sera difficile de parvenir à un enseignement primaire universel. L'insistance de la société sur la décence des filles, la nécessité de les protéger, et la pratique des mariages précoces, limitent les possibilités pour les familles d'envoyer les filles à l'école. En milieu rural, le taux d'inscription des filles à l'école est de 45% inférieur à celui des milieux urbains, alors que celui des garçons n'y est que de 10%, ce qui montre bien l'importance du facteur "genre". Le terrorisme affecte aussi les campagnes d'alphabetisation. Des écoles sont attaquées, des élèves et des professeurs sont abattus dans certaines régions, comme la région Nord. Le Pakistan dépense 2,4% de son PIB pour l'éducation, ce qui n'est pas suffisant pour y améliorer la qualité de l'enseignement.

Au Sri Lanka, les écoles publiques utilisent le Sinhala ou Tamil comme medium d'enseignement. On y constate cependant aujourd'hui une tendance à y réintroduire l'anglais mais il faudra des années pour rebâtir les capacités nécessaires pour le faire. Les programmes sont conçus pour produire des diplômés employables. Les compétences acquises à l'école doivent répondre aux besoins du marché de l'emploi. Cela devrait réduire les tensions pour les étudiants qui craignent souvent de rester chômeurs après l'obtention de leur diplôme.

*Rosalinda S. Francia
Coordinatrice Continentale Asie
trad. Jean-Marie Dumortier*



EN FRANCE

Des réformes

Les nouveaux cycles sont les suivants : **Cycle 1** : maternelle ; **Cycle 2** : CP, CE1, CE2 ; **Cycle 3** : CM1, CM2, 6^{ème} ; **Cycle 4** : 5^{ème}, 4^{ème}, 3^{ème}. La nouveauté se situe sur le cycle 3 puisque l'école primaire et le collège

sont concernés. La liaison CM2-6^{ème} est maintenant effective avec la création d'un conseil École-Collège.

Le Livret Scolaire Unique du CP à la 3^{ème} (numérique) fera partie du dossier de l'élève transférable en cas de changement d'établissement. Aucune note n'apparaît, les notions « Non acquis, En cours d'acquisition, Acquis, Dépassé » sont peu compréhensibles par les parents.

École primaire

Il est à déplorer que les nouveaux programmes ne nous soient parvenus qu'en version informatique. Ils mettent l'accent sur communiquer, se déplacer, consommer. Beaucoup d'écoles ont fait la demande de revenir à la semaine de 4 jours parents et enseignants pour le côté pratique pour eux et les communes pour des raisons financières, adieu les «Nouvelles Activités Pédagogiques» !

Collège

Les Enseignements Pratiques Interdisciplinaires (EPI) ont été mis en place par les enseignants qui avaient déjà l'habitude de travailler ensemble. Souvent, il n'y a pas eu de production finale avec une restitution de la part des élèves, ce qui aurait pu être un moment privilégié de restauration de l'estime de soi pour certains.

L'Aide Personnalisée, aurait pu être une formidable occasion de faire travailler les élèves différemment sur des compétences, dans plusieurs disciplines : on peut par exemple travailler la compétence "lecture d'un graphique" en mathématiques, en sciences, mais aussi en géographie et pourquoi pas en langues. Dans de nombreux établissements, l'Aide Personnalisée s'est transformée en 1/2 groupes.

Des parcours citoyenneté, santé, artistique et avenir et les évaluations de fin de cycle par compétences ont eu lieu en toute fin d'année. En grande majorité, la note est préférée.

Pour la première fois au brevet, les élèves de 3^{ème} devaient expliquer ce qu'un des EPI leur avait apporté, comment il l'avait mené, à quelles difficultés ils avaient été confrontés. Un véritable exercice de rétroaction et de bilan personnel. Espérons que cela se poursuive.

Lycée

Une année scolaire « ordinaire » : peu de grèves de professeurs ou de lycéens malgré les effectifs ; un lycée construit pour 600 élèves en accueille près de 900. Des préfabriqués sont construits dans les cours.

Aménagement de programme pour la prochaine rentrée puisque les élèves qui arriveront en seconde auront «subi» la réforme en attendant celle du lycée. On se prépare aux nouvelles façons d'évaluer, par compétences..., aux nouvelles façons d'enseigner, en îlot, en classe inversée... Enthousiasme de certains collègues, méfiance pour d'autres, attente passive pour beaucoup.

L'organisation du baccalauréat est trop lourde. Quelques chiffres : 718 890 candidats, 170 000 correcteurs, 2 900 sujets différents, 4 millions de copies.... véritable institution en France, un rite de passage, beaucoup de débats en vue !

Points de vue exprimés par des enseignants à partir de leur expérience.

Catherine, Marianne, Evelyne

❧ VIE DES ÉQUIPES ENSEIGNANTES ❧

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Les Équipes Enseignantes de notre continent sont des communautés qui cheminent avec espoir malgré les crises qui se manifestent dans le monde entier.

Cette année, les protestations et les grèves des enseignants de différents pays, du Mexique au Chili, montrent que l'éducation est en pleine transformation. Il y a désaccord dans le magistère au sujet des réformes et des salaires. Les élèves ne trouvent pas de réponses à leurs préoccupations, leurs rêves, leurs aspirations. Tout est fondé sur une politique de marché et de concurrence.

Notre conviction en tant que membres des Équipes Enseignantes nous maintient fidèles à notre mission, pour réinventer avec un esprit d'esérance une éducation qui se construise à partir du peuple et avec lui.

*

Tous les pays qui forment la **Région Nord** n'ont pas pu avoir leur réunion régionale mais 3 pays (Mexique, El Salvador et Cuba) se sont réunis à Cuba. Ils ont planifié, organisé et se sont engagés à motiver et à participer à la Réunion régionale du Nord (Pâques 2018 au Mexique).

Au **Mexique**, les équipiers ont eu des rencontres et des réunions de formation. Ils ont participé à la lutte des enseignants et présenté des propositions relatives à la réforme de l'éducation.

D'autre part, ceux du **Salvador** soutiennent le processus éducatif malgré l'opposition des partis néolibéraux qui refusent de changer. Les équipes du Salvador se développent en nombre et en engagements.

Au **Honduras**, les équipiers continuent de se réunir, mais ils ont des difficultés de communication. Nous n'avons pas de rapports sur leurs réunions.

En **République Dominicaine**, les membres des Équipes Enseignantes restent fidèles à leurs réunions et réalisent des rencontres communes. Ils soutiennent ceux d'Haïti et renforcent ainsi leur communauté.

À **Cuba**, les secteurs actifs sont ceux des enseignants retraités. Des retraités sont actifs dans l'enseignement supérieur et dans des projets de l'Église. Ils travaillent également pour une éducation alternative ou parascolaire. Des enseignants et des équipiers participent à des écoles d'été, promues par l'Église dans chaque diocèse.

* Les pays qui composent la **Région Centre** (Colombie, Équateur, Pérou et Bolivie) se sont réunis à **Lima, au Pérou**, du 10 au 12 juillet 2017, pour participer à la Rencontre régionale de la zone centrale. Cette rencontre a évalué la mise en œuvre des lignes directrices établies lors de l'EDAL d'Arménia (Colombie) en 2015. Dans chaque pays, les membres des équipes se battent pour des causes justes et des réclamations. Ils participent

activement aux syndicats et aux associations avec des propositions d'amélioration de l'éducation publique comme service de qualité.

La participation des équipiers à cette rencontre était motivante. Il a été proposé de présenter un projet de Dialogue et Coopération sur la vie ou les échanges interculturels entre les équipiers d'Amérique latine et des Caraïbes. L'objectif de ce projet est de mettre en œuvre des propositions éducatives pour l'Amérique latine.

Ensemble, il a été décidé de continuer à travailler sur les lignes directrices et de préparer le prochain EDAL qui se tiendra en République dominicaine en janvier 2019.

* À **Santiago** du Chili, la Rencontre de la **Région Sud** a été organisée avec la participation des 3 pays de cette zone (Chili, Argentine et Brésil) avec un esprit novateur. Surmontant les difficultés, les équipiers se sont engagés à relever de nouveaux défis.

Au **Chili**, ils continuent leurs luttes contre les privatisations.

Au **Brésil**, ils s'affrontent au gouvernement intérimaire qui promeut une politique néolibérale et réduit le budget des dépenses sociales.

En **Argentine**, ils combattent un président néolibéral. La crise des plus pauvres de ce pays augmente.

Les Équipes Enseignantes se maintiennent dans les pays mentionnés, mais il y a une diminution du nombre de participants, comme en Bolivie. Dans d'autres pays, le nombre de retraités augmente et le nombre de jeunes enseignants grandit peu.

En conclusion, nous sommes conscients que l'éducation exige des changements qui naissent de la base, vu que les propositions éducatives gouvernementales n'ont pas fonctionné. Un défi actuel de notre mouvement est de réinventer l'éducation, d'élaborer des propositions à partir de nos expériences et des innovations éducatives libératrices. Il s'agit pour nous de vivre l'Espérance et la construction du Royaume dans ses différentes dimensions: l'éducation, la foi, la politique et la communauté.

*Mari Camen Urgilès,
Guayaquil, octobre 2017
trad. Pierre Riouffrait*



FRANCE

Vie de CdEP et Église

CdEP fait partie de l'Église ; notre mission d'Église est d'être dans la société, avec la vocation de réagir en croyants sur les événements en lien avec l'éducation.

A la suite des attentats, **CdEP affirme**: « Nous, enseignants chrétiens nous avons plus que jamais la responsabilité d'éduquer nos élèves, c'est-à-dire de les faire grandir en savoir et en humanité. Dans les classes où les élèves musulmans sont nombreux, opposons à la haine, à la peur une cohésion solide, une véritable solidarité. Pour nous adultes gardons l'Espérance en un monde meilleur, à l'exemple des chrétiens d'Orient »

Épiscopat

Les évêques de France ont réagi lors des attentats survenus en France (Nice et suite à l'assassinat du Père Hamel) et ont reçu le soutien des autorités musulmanes.

A propos des migrants, les évêques ont demandé aux paroisses d'accueillir 500 Syriens.

Lors des élections présidentielles et législatives, un texte est paru « Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique », des équipes ont travaillé sur ce texte pour *construire une société plus juste et plus souhaitable*.

Les CdEP créent des lieux amicaux de recherche et de partage, de détente :

★ Équipes : partage de vie, célébrations, connaissance des Écritures (Saint Paul), ...

★ Rencontres nationales : Recherche de sens et de spiritualité à l'école publique; Le corps et l'école

★ Revue « Lignes de crêtes » : Faire ensemble et vivre ensemble; Appartenance(s) et engagement(s); Estime de soi -Affronter l'échec; Spiritualité et école laïque.

Travail en partenariat

Constatant la montée de l'intérêt pour l'enseignement social de l'Église, les *Semaines Sociales de France*, ont travaillé, cette année, sur le thème de « l'Éducation ». Une des conclusions a été : l'éducation n'est plus réservée au seul enseignant dans sa classe, elle se fait tout au long de la vie.

★ Les aumôneries de l'Enseignement Public et les Groupes d'Action Catholique : publication « Avec l'Étranger, des peurs, des rencontres, un avenir ? »

★ Le CCFD-Terre solidaire a participé à l'élaboration d'un texte paru au moment des élections pour un vote contre l'extrême droite.

« Nous pensons que les solutions aux problèmes auxquels notre société est confrontée se trouvent dans l'ouverture, le dialogue et l'échange pour construire ensemble une France et une Europe plus justes, dans un monde de droit et de dignité ».

Ce travail en partenariat nous paraît être une direction à approfondir pour s'enrichir les uns les autres et être plus écoutés dans l'Église et dans la société.

Gabrielle Gaspard



ASIE

Inde

Cette année le 45^{ème} séminaire national des Équipes Enseignantes de l'Inde s'est tenue au collège Vidya Deep de Bangladore du 14 au 17 mai 2017. Ce séminaire s'est déroulé sur le thème de « La gestion du stress dans le contexte de la surcharge de travail au sein des institutions scolaires ». Le Docteur Magimai Pragasran, directeur du Centre pour la Gestion de la Communication et de la Psychologie de Chennai en était l'intervenant principal. Dans ses interventions aux 44 participants il a utilisé un grand nombre de moyens divers : des exercices pratiques, des jeux de simulation, des anecdotes, des séries de plaisanteries ou des batteries de graphiques, le tout soutenu par une quantité de moyens audio-visuels.

Les écoles et salles de classe sont un lieu complexe d'émotions où les enseignants sont constamment exposés à des pressions psychologiques. Ces pressions psychologiques s'enracinent dans les normes sociales et professionnelles associées à la tâche d'enseigner. Elles jouent un rôle de stimuli qui déclenche chez l'enseignant un sentiment de stress qui peut contribuer à le déséquilibrer dans sa santé physique et psychologique, tout en créant chez lui un profond sentiment d'insatisfaction dans l'exercice de son métier. Une situation excessive de stress peut peser sur ses capacités professionnelles et sur les résultats qu'il obtient, tout en affectant sa santé, elle peut finalement faire la différence entre succès et échec au niveau professionnel.

En soi le stress n'est ni bon ni mauvais, il peut être motivant, mais il peut tout autant présenter un danger pour la santé physique ou psychique. C'est notre réaction au stress qui en détermine l'incidence. Comment gérons-nous l'exposition au stress en tant qu'enseignants?

C'est la question à laquelle le Séminaire National des Équipes Enseignantes d'Inde a été consacré. La gestion du stress est un apprentissage. Une bonne planification, une organisation efficace du temps peut en réduire considérablement l'impact. Lorsque le stress s'amplifie hors de tout contrôle, qu'il affecte la capacité de concentration sur notre travail, il devient préférable de prendre un congé pour recharger notre énergie avant de reprendre nos activités. Avoir de saines relations avec les gens est très important pour pouvoir nous protéger du stress. Partager nos problèmes avec quelqu'un capable de nous écouter et de nous comprendre permet d'en réduire la pression. Une bonne manière de contrôler le stress consiste en en contrôler les causes. Être souple, prêt à s'adapter, à changer...prendre le temps de se relaxer, de recharger son énergie, de se remotiver... Le stress n'est pas toujours une mauvaise chose, il peut jouer un rôle positif, c'est un stimulant qui peut secouer notre laisser-aller et nous relancer dans la bonne direction.

En tant qu'enseignants nous avons affaire à des enfants qui changent de multiples façons au long d'une simple journée. Nous avons la mission de les encourager, de les motiver. Un enseignant partage des dizaines de milliers de

vies. Il doit être capable de contrôler son stress personnel pour assurer avec tolérance l'éducation des enfants dont il a la charge.

Philippines

Les Équipes des Philippines poursuivent leur effort pour développer l'unité entre enseignants et parvenir à promouvoir une éducation qui respecte les valeurs de la démocratie, ainsi que celles des droits de l'homme et des droits de l'enfant. En dépit d'une lourde charge de travail et d'un manque de ressources financières suffisantes, les équipes de base et les responsables régionaux des Philippines sont parvenus à organiser des rencontres régionales dans trois lieux différents.

Pour les îles, Mr Melchor Castillo a animé, sur l'île Polillo, une rencontre de vingt-cinq enseignants les 24 et 25 mai 2017 sur le thème de « *La mise en valeur de la culture communautaire et du bien-être de l'étudiant* ». De nos jours, du fait de l'émergence des technologies informatiques, de la multiplication des iPad, Chromebooks, Pokemon et autres systèmes similaires, l'enseignant semble avoir perdu son rôle spécifique dans la vie communautaire et personnelle des étudiants. Qu'est-ce que le fait d'être éducateurs signifie encore dans notre monde et dans celui de l'enseignement ? La rapidité des changements que l'on déverse sur la tête des enseignants les enferme tellement dans leur travail qu'ils risquent de ne plus voir dans l'élève qu'un objet d'enseignement plutôt qu'un sujet d'éducation. Est-ce que nos élèves se sentent valorisés lorsqu'ils viennent à l'école ? Est-ce que nous nous préoccupons simplement du contenu de l'enseignement à leur délivrer, ou leur accordons-nous la possibilité de créer ? Nous sommes responsables de chaque enfant de notre école. Dans un monde qui devient de plus en plus complexe, les élèves ont besoin de savoir qu'ils peuvent croire en toute confiance que leurs éducateurs les considèrent comme des personnes à qui ils accordent de la valeur. Aucune autre stratégie ou approche pédagogique n'aura d'importance en dehors de cet aspect fondamental.

Les douze équipes de base de Général. Nakar ont organisé, les 19 et 20 mai 2017, à Barangay-Catablingan, une rencontre régionale sur le thème « Genre et développement dans l'organisation de nos classes » cinquante enseignants y ont participé. Cette rencontre s'est tenue en partenariat avec le gouvernement municipal de Général Nakar, elle a été financée par des fonds en provenance de la municipalité. Les enseignants sont des agents de changement qui, à partir des salles de classe, permettent la progression d'une culture plus juste. Ils contribuent en particulier à donner forme aux attitudes liées au genre (masculin-féminin) des personnes, et aux différences que ce genre implique en termes de connaissances et de comportement. Au cours de leur rencontre, les enseignants ont dans leurs débats fait appel à diverses anecdotes et réflexions personnelles liées à leur rôle d'adultes signifiants aux yeux de leurs élèves, ainsi qu'à leur rôle de parents auprès de leurs propres enfants. En tant qu'enseignants, nous devons sans cesse penser à nous situer dans la communauté et la société où nous vivons et

ne jamais oublier l'importance d'intégrer les concepts de genre et de développement dans les programmes et activités scolaires. Des exercices pratiques organisés par les participants ont couronné la recherche... tous y ont passé un excellent moment !

Dans le district d'Infanta l'attention s'est centrée sur des activités visant à développer les capacités des enseignants dans le cadre de l'animation de leurs classes. Le programme scolaire du « K+12 » (jardin d'enfant + 12 années d'étude) exige des enseignants qu'ils soient pleinement équipés et formés à la pratique de méthodes interactives et à l'utilisation des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) (1). Grâce à l'assistance compétente de Paul Flores, animateur régional à Infanta, les membres des Équipes Enseignantes de la région ont pu prendre contact avec des partenaires pour profiter de leur expertise dans l'animation et la formation en groupes (dont Mr Predito Mercado, professeur d'anglais à Brunie Darussalam et intervenant particulièrement convaincant). Au cours des années 2016 et 2017 (les 27-28 décembre 2016, 2-3 mai 2017), deux séries de formation ont été organisées pour les enseignants sur les techniques d'animation et les approches interactives et innovantes qui permettent de s'adapter aux diverses formes d'enseignement, ainsi qu'aux multiples types d'intelligence des élèves. Les élèves présentent de nos jours de nouveaux besoins, intérêts et capacités – trente enseignants d'Infanta peuvent aujourd'hui les faire profiter de leurs nouvelles compétences au cours de leur enseignement quotidien.

Bangladesh

Les images que les Équipes Enseignantes du Bangladesh postent sur leur compte Facebook manifestent à l'évidence les diverses activités dans lesquelles elles sont impliquées.

Le Bangladesh connaît chaque année un taux de croissance à deux chiffres dans l'utilisation de l'Internet, et près de la moitié des utilisateurs de ces media sociaux sont des jeunes femmes ou adolescentes. Celles-ci représentent par ailleurs près de 70% des victimes d'agressions cybernétiques. Une des démarches des enseignants a consisté à aider les étudiantes à prendre conscience de ce problème. Le ministère de l'éducation a lancé un projet visant à apprendre aux jeunes étudiantes des zones urbaines à se protéger face aux menaces qui circulent sur les réseaux sociaux. Le Bangladesh a engagé un programme de formation destiné à des milliers de jeunes étudiantes pour les protéger contre les tentatives de chantage et de harcèlement qui se multiplient à un rythme inquiétant sur les réseaux de télécommunication.

L'équipe nationale du Bangladesh a organisé un séminaire du 6 au 8 octobre 2016 à Dhaka sur le thème: « *Des enseignants de qualité pour une réforme sociétale* ». Cette équipe a tenu cinq « rencontres centrales » depuis le dernier séminaire national.

Les membres des Équipes Enseignantes organisent leurs rencontres locales habituelles sur des thèmes spécifiques ou généraux. En tout 129 enseignants ont participé au dernier séminaire national.

Malaisie

En Malaisie, pour que les étudiants se sentent à l'aise dans l'usage de l'anglais, des enseignants à la retraite se sont portés volontaires pour les initier à la conversation anglaise. Ces enseignants à la retraite se sont dits prêts à retourner à l'enseignement, et ils disposent désormais d'un programme d'étude de l'anglais parlé tout prêt à être utilisé. "On devrait abandonner le système des cours magistraux où seul le professeur parle et l'étudiant ne fait qu'écouter. Il faudrait utiliser des jeux interactifs et diverses activités qui mettent l'étudiant au centre, l'enseignant n'y intervenant qu'en qualité de guide". Ces enseignants ont proposé que ce type de classe soit reconnu par les représentants de l'État. L'insistance y serait mise sur la fréquentation aux cours et les étudiants pourraient être notés en fonction de leurs progrès. Ainsi, à la fin d'une session les étudiants qui se débrouillent bien pourraient recevoir des certificats, ce qui les encouragerait à parler anglais au travail et à la maison.

Pakistan

Suite aux situations qu'ils connaissent, les Pakistanais font preuve généralement d'indifférence envers les valeurs sociales : l'égoïsme, la violence, la criminalité de rue, l'intolérance sont leur lot quotidien. Le commerce de la drogue, le kidnapping avec rançon, les attentats terroristes y sont devenus des activités profitables pour la jeunesse. Les enseignants ont au Pakistan un rôle et une responsabilité essentiels à assumer pour transformer la société et y promouvoir les valeurs religieuses et démocratiques de la non-violence et du respect de l'autre. En tant qu'enseignants et "seconds parents" de leurs élèves, ils ont un rôle considérable à jouer pour permettre l'harmonie sociale au sein de l'école. Les enfants de l'avenir de la nation, l'éducation et la formation qu'ils reçoivent devraient les amener à aimer la paix, participer au dur travail des hommes et au vivre ensemble en respectant les différences de chacun. Les Équipes Enseignantes du Pakistan ont besoin de s'équiper de moyens et de compétences qui leur permettent de développer des programmes qui valorisent la tolérance, la non-violence et la paix. Elles soulignent aussi l'importance de pouvoir vivre une vie saine et dans la propreté.

Pour développer leur efficacité et améliorer les résultats de leur travail, les enseignants ont besoin de soutien, de motivation et d'encouragement qui les aident à faire de chaque instant passé dans la salle de classe un moment signifiant, gratifiant, mémorable et passionnant pour leurs élèves. Nous savons que les informations continueront à se déverser sur nous à un rythme que nous ne pouvons contrôler. Nous savons que le changement est une chose qui ne cessera de se produire, et que nous n'aurons pas seulement à nous y adapter, mais aussi à chercher à le comprendre et même à le créer. En tant qu'enseignants, nous sommes à la fois appelés à en guider et à en faciliter l'apprentissage. Pour cela nous avons besoin de réfléchir constamment au monde dans lequel nous vivons, et de

développer le cœur et l'esprit des apprenants que nous servons. Nous croyons que les efforts accomplis au sein de nos diverses équipes nous permettent de prendre notre part dans l'émergence d'une école de qualité pour tous, où la diversité des élèves et des enseignants puisse être perçue positivement.

Rosalinda S. Francia
Coordinatrice pour l'Asie
trad. J-M. Dumortier

- (1) TIC est une expression pour désigner le domaine de la **télématique** (les techniques de l'informatique, de l'audiovisuel, des multimédias, d'Internet et des télécommunications) qui permet de communiquer, d'accéder aux sources d'information, de stocker, de manipuler, de produire et de transmettre l'information sous toutes les formes : texte, musique, son, image, vidéo et interface graphique interactive.



AFRIQUE

Burundi

Au niveau national, en décembre 2016, le bureau national avec les aumôniers et les responsables diocésains se sont réunis afin d'établir une planification d'activités annuelles 2016-2017. C'était l'occasion de faire une évaluation sur la session nationale édition 2016 et le Jubilé des 50 ans.

Les participants à la PANAF ont présenté un bref rapport de cette session. Les fiches de travail sur les valeurs humaines notamment le pardon, le respect et la justice ont été distribuées aux responsables pour qu'ils puissent faire l'extension du mouvement.

En février – mars 2017, le comité national, en collaboration avec les responsables diocésains de Bururi et de Bubanza, ont rencontré les enseignants pour les sensibiliser au mouvement et échanger sur l'éducation aux valeurs humaines.

En avril 2017 le bureau, l'aumônier national et les responsables diocésains ont évalué les activités passées ainsi préparé la session nationale de 2017 et la session régionale qui aura lieu au Burundi en 2018. Le thème central pour les 2 sessions est « *l'environnement* », et les sous thèmes étant « *l'Évangile de la création* » et « *l'alcoolisme* » pour la session nationale et pour la session régionale : « *La pollution et le changement climatique. Détériorations de la qualité de la vie humaine et dégradation sociale* ».

Au niveau diocésain, la situation des Équipes Enseignantes a connu cette année scolaire certaines perturbations notamment le redéploiement des enseignants (l'enseignant est muté sans qu'il demande la mutation) ce qui a déstabilisé les activités à réaliser. Les équipiers ne cotisent pas pour la bonne marche du mouvement (déplacement, achat du matériel...).

Côte d'Ivoire

Avec 23 équipes de base actives, les équipiers ont réalisé : participation à la rentrée pastorale de la Commission Épiscopale Chargée de l'Apostolat des Laïcs et de l'Action Catholique ; élaboration du programme d'activités 2016-2017 et du questionnaire correspondant ; messe de rentrée pour le lancement officiel des activités ; visite au Grand Séminaire d'Anyama pour présenter le mouvement aux séminaristes, atelier de formation sur le thème de la Doctrine Sociale de l'Église ; renouvellement des instances par le Conseil National en avril 2017.

En raison d'une grève de trois semaines en janvier, les congés de février ont été supprimés. Le Conseil National 2017 n'a pu se tenir que le 30 avril 2017.

Les projets : Synthèse du questionnaire de la campagne d'année, Session nationale en août à Abengourou.

République de Guinée

Avec 5 équipes qui fonctionnent, les activités réalisées sont : le compte rendu de la PANAF de Poponguine ; choix et partage sur les thème de la session nationale 2017 « *Mon peuple meurt d'ignorance* » Osée 4, 6 ; « *Le rôle de l'erreur dans l'apprentissage* » ; visites d'échanges entre les équipes du diocèse, réflexion du bureau sur le lieu retenu pour accueillir la PANAF de 2020,

Les difficultés rencontrées sont de 3 ordres : les difficultés liées au recouvrement des cotisations ; faible mobilisation des jeunes en faveur du mouvement ; réticence des ONG à financer les projets proposés et soumis par le Mouvement.

Les projets : adresser des lettres de demandes de partenariat à des ONG et Institutions pour trouver des oreilles attentives à nos propositions d'action ; tenir la session nationale en août 2017 à N'Zérékoré ; un voyage est prévu à Conakry dans le but de relancer la petite équipe de Conakry et puis prendre contact avec les responsables du séminaire de Kédoumaya pour parler avec eux de 2020.

République du Congo

Le bureau de la coordination nationale a animé une session *sur la pédagogie de la non-violence active* dans le diocèse de Dolisie du 23 au 24 février 2017. Plus de cinquante enseignants y ont pris part. La coordination nationale a mis en place un bureau diocésain des Équipes Enseignantes.

La Coordination nationale a animé la session nationale qui s'est tenue à Ouessou du 03 au 08 avril 2017. Plus de 32 membres étaient présents. Cette session traitait « *la pédagogie de la non-violence active* en utilisant comme matériel didactique *la roue du changement de regard* ». En conclusion de la session, les participants se sont décidés à consolider les équipes de base et à pratiquer la pédagogie de la non-violence.

Enfin la coordination nationale a rencontré Son Excellence Monseigneur Yves MONOT, Évêque de Ouessou et

Responsable de la Commission Épiscopale pour l'Apostolat des Laïcs. L'échange a porté sur le Mouvement des Équipes Enseignantes du Congo, de sa spécificité, de ses activités pastorales et de ses perspectives d'avenir en Église.

Le bureau de la coordination nationale a eu un séjour de travail à Brazzaville du 23 au 26 avril 2017.

Le Bureau National publie un *bulletin de liaison des Équipes Enseignantes du Congo* présenté sous forme de feuillet. Nous en sommes au numéro 19.

Sénégal

26 équipes de base et 4 équipes diocésaines (Dakar, Thiès, Kaolack, Ziguinchor) se réunissent régulièrement.

Deux interdiocésaines ont été organisées : la première, à Rufisque, les 10 et 11 décembre 2017 sur le thème : *Enseignement sur l'encyclique PACEM IN TERRIS* avec 38 participants ; la deuxième, à Fatick, les 11 et 12 mars 2017 sur le thème : *Enseignement sur l'exhortation apostolique AMORIS LAETITIA* avec 75 participants.

En projet :

★ Conseil national au Cap Skiring, diocèse de Ziguinchor, du 04 au 09 août 2017 sur le thème général : « Enseignants chrétiens, à la suite du Christ, avec les autres, être artisans de Justice et de Paix » (Sous thèmes : « *Le rôle de la famille dans l'édification d'un monde de justice et de paix* », « *L'évangélisation sur les côtes sénégalaises, du 16^e au 18^e siècle* »).

★ Organiser 2 interdiocésaines et un conseil national.

★ Redynamiser des équipes en difficultés et mettre davantage l'accent sur les équipes diocésaines.

★ Renouveler les instances des Équipes.

A l'instar des pays du monde, la communauté catholique sénégalaise a vécu l'année jubilaire de la miséricorde par différentes célébrations : ouverture de la porte sainte le 13 décembre 2015 dans les sept diocèses du Sénégal. C'est ainsi que plusieurs manifestations spirituelles se sont organisées dans tout le pays et la clôture de l'année s'est faite le 20 novembre 2016.

Togo

La session nationale s'est tenue du 10 au 14 août 2016 à Atakpamé sur le thème : *"L'utilisation des NTIC et son impact sur la vie du citoyen du 21^{ème} siècle"*.

Une délégation de 11 équipiers togolais s'est rendue à la PANAF à Popenguine (Sénégal) dont 9 par voie terrestre. La coordination nationale s'était chargée de préparer le voyage Lomé-Popenguine long de presque 6 000 Km.

De retour de la session panafricaine du Sénégal une délégation s'est rendue à Aného le 1^{er} septembre 2016 pour rencontrer Monseigneur Isaac Gaglo (chargé actuellement du laïcat dans la Conférence des Évêques du Togo). Cette délégation était composée de Sylvestre Kouma, actuel responsable national, d'Irène Yamba, responsable continentale sortante et du Père Gabriel Hozo,

Au nom de la coordination nationale, une délégation s'est rendue comme d'habitude au cabinet du ministre de tutelle, pour présenter le bilan périodique.

Projets : La faible mobilisation des enseignants pour des raisons diverses : manque de moyens financiers pour la participation, formation professionnelle continue des enseignants pendant les vacances... Le manque de volonté en général.

Nous comptons redynamiser le mouvement en définissant de nouveaux objectifs, en l'élargissant et en tissant des partenariats avec des associations de la société civile au niveau local comme international.

Jean-Jacques Fall
Coordinateur continental Afrique



❧ TÉMOIGNAGES ❧

La femme en politique

La place de la Femme en politique

S'il est vrai que depuis toujours, la femme a eu, dans sa vie, des problèmes du fait d'être une femme, l'admission en politique a été une de ses plus grandes difficultés. L'Histoire rend compte des obstacles qu'elle a dû vaincre pour parvenir à gravir des échelons ou à détruire les discriminations infâmes qu'elle a dû supporter dans certains secteurs. Elle a toujours été mise à l'écart par un monde à prédominance masculine. Les sociétés, dans les différentes parties du monde ont, à plus ou moins grande échelle, construit un schéma qui n'a laissé aucune possibilité à la femme. Alors, il ne lui restait plus qu'à se résigner à jouer son rôle de fille, d'épouse et de mère. Rompre ces paradigmes n'a pas été facile, particulièrement en Équateur. Avant la colonisation, il n'en a pas toujours été ainsi. Dans nos tribus indigènes, la femme jouait un rôle prépondérant au niveau social et politique. Beaucoup de différentes sociétés de cette époque ont connu des gouvernements



« matriarcaux », c'est-à-dire que la femme gouvernait et prenait des décisions comme n'importe quel homme et quelque fois avec plus d'efficacité, de subtilité et d'harmonie qu'une personne du sexe opposé. Ces gouvernements furent moins belliqueux et plus fructueux dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'organisation sociale et dans l'organisation familiale. La femme, chef de la tribu (généralement la plus âgée) était respectée pour son expérience et sa sagesse dans les sciences ancestrales et la médecine naturelle. Elle était la conseillère des jeunes et la guide spirituelle du groupe.

Avec l'arrivée de l'Empire Espagnol en Amérique, toute cette structure sociale est bouleversée et se détruit. Les femmes sont opprimées et marginalisées et de souveraines deviennent esclaves. Pendant plus de 500 ans, le métissage réussit à imprimer dans l'esprit féminin une certaine condition d'infériorité face à l'homme, ce qui les maintient sans aucune possibilité de se révolter. Depuis cette lointaine époque, ce conditionnement socio-psychologique s'est structuré dans la conscience de l'homme (de l'indigène macho, du métis ou de « l'imitateur » du blanc) la croyance d'être supérieur face aux femmes et a pesé sur le « sexe faible ».

A la fin du XX^{ème} siècle, au début du XXI^{ème}, les femmes, avec courage, décidèrent, qu'il était temps de s'engager davantage dans la vie publique, politique du pays. Les politiques corrompus, en majorité des hommes, ne veulent pas prendre la décision de travailler pour mettre en place des changements. Nous leur avons dit : « ça suffit ! » de continuer à nous utiliser pour de nouvelles élections dont l'objectif était de donner le droit de vote aux femmes en continuant d'être eux-mêmes les triomphateurs dans les urnes.

En Équateur, nous ne pouvons pas parler du début d'une « Époque de changement », sans, auparavant, parler de ce que le peuple avait souffert avec le fameux « jour férié bancaire ». En 1999, les banquiers corrompus, en complicité avec le dirigeant Yamil Mahuad, fermèrent les banques, emportant l'argent des dépositaires dans une affaire, la plus terrible et la plus féroce qu'un pays ait vécue. Personne ne put l'arrêter. L'impact causa la mort de personnes âgées, d'autres restèrent dans la misère, des

millions durent émigrer abandonnant leurs enfants, leurs parents et toute leur famille pour aller travailler à l'étranger. Depuis ces faits qui représentaient le plus haut niveau de corruption de la part des partis politiques, de la presse et des banquiers. Le peuple indigné, dont des milliers de femmes, sortirent, en grandes files, dans les rues. Nous fûmes présentes comme jamais auparavant, dans l'Histoire de l'Équateur, avec des casseroles, des affiches dans les mains. Avec surprise, nous avons été des protagonistes, aux côtés de partis de gauche, de la chute du régime. Dans le groupe des vaillants patriotes, il y avait un jeune homme du nom de Rafael Correa Delgado, économiste de profession dont le titre était « Révolutionnaire ». Des élections ont lieu quelques mois plus tard et ce jeune les gagne triomphalement. Sous sa direction, le peuple et le pays entrent dans un processus de changement différent et la transformation des institutions gouvernementales commence. En position de Président Constitutionnel de la République d'Équateur, il convoque une Assemblée Constituante qui a été unique et historique dans la République. On parvient à présenter notre Constitution comme un exemple pour le monde. C'est la première qui défend les droits de la Pachamama (Terre Mère en Quechua), elle devient la plus importante défenseuse des droits d'égalité pour la femme.

Rafael Correa réussit à faire correspondre nécessités du peuple et adhésion du plus grand nombre ; cette fois hommes et femmes descendent dans les rues pour le soutenir. Les Équipes Enseignantes, en majorité féminines, se transforment en un groupe qui, à partir de différents espaces, travaillent pour que du « Mashi » (compagnon, en langue quechua) à la Présidence se concrétise et, avec lui, la transformation de l'Équateur. La gouvernance se réalisa grâce au leadership fort et à la fois chaleureux d'un Président qui nous remplit d'orgueil et de dignité ; il nous remit une patrie libre et souveraine. Il reconnut valeurs et droits à la femme et le matérialisa par l'obligation d'une pratique égalitaire entre hommes et femmes dans l'exercice de la politique, c'est-à-dire 50% de représentation (femmes, hommes) en vigueur lors d'élections populaires.

La liste serait longue si l'on voulait mentionner tout ce qui a été obtenu durant ces dix dernières années dans notre pays, sous le gouvernement de Rafael Correa Delgado, avec l'appui inconditionnel de la « Révolution ciudadana » et « Alianza País ». Voici quelques exemples : 26 nouveaux hôpitaux, 74 centres de santé, 8 usines hydroélectriques, 833 centres informatiques communautaires, 7000 laboratoires d'internet, 4 universités publiques, 3 instituts technologiques, 428 nouvelles écoles, 1 000 écoles maternelles, 176 unités de polices communautaires ... et 9 790 kilomètres de routes. Avec des centaines de milliers de femmes (ce que nous appelons la Décade gagnée), nous devons reconnaître avec orgueil que nous avons joué un rôle prépondérant en cette période, si dure mais fructueuse pour la Patrie.

*Rita Toledo Figueroa
trad. Paulette Molinier*



La femme dans la vie associative

La place des femmes au sein des accueils du Secours Catholique

Au sein de ses accueils, le Secours Catholique-Caritas France constate depuis plusieurs années une forte augmentation de la présence des femmes en situation de précarité. Qu'il s'agisse d'un rendez-vous administratif, d'une demande d'aide ou d'une participation à une activité, le taux de femmes représente les $\frac{3}{4}$ des personnes accueillies dans ces lieux de vie.

Pourquoi un si grand nombre de femmes dans ces lieux de vie ?

Le premier élément important est que vivre seule fragilise fortement : ainsi entre 1989 et 2008, la proportion est passée de 49.5% à 60.3%. Si dans la population française la monoparentalité se développe (environ 9%), les accueils sociaux notent que les mères seules sont nettement plus exposées que les autres types de ménage : le taux d'accueil des familles monoparentales avoisine les 30%, soit 3.5 fois plus que pour l'ensemble de la population française.

Le deuxième élément concerne l'accès à l'emploi. Seules 54% de ces femmes travaillent. Lorsqu'on observe les emplois occupés, il s'agit de « travailleuses pauvres », c'est-à-dire de contrats à temps partiel, qui très souvent engendrent une insuffisance chronique de ressources. De plus, l'activité ou la reprise d'un emploi est largement conditionnée par la présence d'enfants au foyer : les familles que nous rencontrons sont peu impactées par l'évolution de la société et par la place croissante du père dans la famille, ce sont donc les mères qui assument

l'éducation des enfants.

Découle ainsi le troisième élément : les enfants comme facteur de lien social et déclencheur d'aide sociale. Ces femmes cherchent à développer des liens avec l'extérieur en rencontrant régulièrement les administrations, le monde de la santé, de l'école, du sport. Par ailleurs, les services sociaux par la présence d'enfants au foyer, sont plus attentifs aux besoins de ces familles (78% des mères isolées orientées par un service social). De même, malgré la précarisation du logement, elles restent prioritaires pour accéder à un logement social (52% de femmes seules avec enfants vivent en HLM).

A y regarder de plus près, on distingue 5 formes de pauvreté féminine :

Les jeunes femmes précaires ont souvent moins de 25 ans et vivent l'extrême pauvreté dans des logements insalubres, des squats ou à la rue. Leur situation résulte le plus souvent de rupture familiale ou d'éloignement de leurs proches, ou plus simplement de violences subies. 59 % d'entre elles n'ont aucune ressource, et sont en situation de recherche d'emploi non indemnisée.

Les jeunes mères partagent sur bien des points les caractéristiques nommées ci-dessus, cependant la présence d'enfants modifie leur situation : les logements plus stables et des ressources très faibles mais régulières. En revanche, ce type de profil semble s'enraciner durablement dans la pauvreté : très peu de femmes sont étudiantes ou en formation. Leurs difficultés surviennent à plus de 80 % après une rupture du couple. Ainsi 69% d'entre elles ne vivent que de transferts sociaux.

Les femmes en couple avec enfant(s) ont en moyenne entre 25 et 40 ans et disposent d'un logement stable dans le parc privé ou social. 59% perçoivent un revenu issu d'un emploi ou d'indemnités chômage auquel s'ajoutent les transferts sociaux. Si ces femmes s'en sortent grâce à une gestion budgétaire rigoureuse, le moindre incident (accident, voiture en panne, maladie, ...) fragilise ce savant équilibre et risque à tout moment de les faire basculer dans la pauvreté. D'où la présence d'endettement voire de surendettement dans ce groupe chez 8 familles sur 10.

Les mères seules plus âgées ont au moins 40 ans et n'ont qu'un ou deux enfants. Si elles disposent d'un logement stable, leur niveau d'études peu élevé les éloigne de l'emploi. Leur inactivité est également due à une problématique santé lourde. Elles ne vivent que de transferts sociaux et 70 % d'entre elles évoquent des dettes (impayés de loyer, EDF, ...). La séparation du couple et les difficultés qui en résultent sont les premières causes de venue dans nos accueils.

Les femmes sans enfant de 50 ans, vivent seules dans un logement stable. Elles n'ont généralement plus d'activité professionnelle (proximité de la retraite ou invalidité) et disposent de ressources variées (retraites, CPAM, allocation adulte handicapé, indemnités chômage) qui restent cependant insuffisantes. Ce groupe très exposé à la solitude a un grand besoin de créer du lien social.

Face à cette diversité, le Secours Catholique-Caritas France propose d'accompagner toutes ces femmes en fonction de leur évolution. Cela va se traduire tout d'abord par un accueil administratif où les bénévoles vont apprendre à découvrir la personne et son parcours de vie. Puis des rendez-vous réguliers permettront d'instaurer un dialogue où tout changement ou modification pourra être prise en compte à temps. Enfin des ateliers conviviaux permettent d'aller plus loin et de voir émerger une relation de confiance.

Quelques exemples : un atelier cuisine où l'on apprend à accommoder les restes pour éviter de jeter des denrées inutilement ; un atelier couture pour améliorer son intérieur ; un atelier bien-être pour ré-apprendre son corps, sa féminité ; un atelier yoga pour prendre un peu de temps pour soi...

Grâce à ces ateliers, ces femmes vont gagner en assurance et tendre vers une autonomie, soit perdue, soit jamais vécue. Et c'est ainsi que l'on verra naturellement une personne venir solliciter l'aide d'une équipe de bénévoles spécialisés pour constituer un dossier de surendettement ; une autre peu à l'aise avec le milieu enseignant, demandera à une bénévole de l'accompagner à la réunion parents-profs ; une autre demandera à être aidée pour épargner et lui permettre de partir en vacances avec ses enfants.

C'est ainsi que l'objectif premier est atteint : rendre sa dignité et son humanité à toute personne tombée à terre.

Christelle Roumieu, Montpellier



La femme au sein de la famille

La famille est considérée en Afrique comme la cellule de base de la société.

Cette famille, qu'elle soit restreinte ou élargie, avait pour vocation d'éduquer, de former et d'inculquer des valeurs humaines qui permettaient une vie harmonieuse en société.

De nos jours, cette cellule de base est en train de se désagréger, du fait de l'urbanisation et de l'émergence de nouvelles cités, qui accentuent l'individualisme. Ce qui ne milite guère en faveur d'une éducation aux valeurs.



En outre, nous remarquons que la quasi-totalité des parents n'assument presque plus leur rôle d'éducateur, de modèle de loyauté, d'intégrité, d'amabilité, de responsabilité, de fidélité, à imiter. Toutes valeurs qui tendent à ne plus correspondre aux valeurs véhiculées par nos modes de vie actuels.

Certains pères de famille ont, à la limite, démissionné, préférant jouer les seconds rôles, en se déchargeant sur la femme, qui fait tout son possible pour rendre heureuse sa progéniture.

D'autres, en revanche, ont complètement abandonné femme et enfants, pour suivre les réalités mondaines et, ne se souciant plus du tout de leur devenir, laissent ceux-ci à la merci de la société.

Fort heureusement, le Tout-Puissant a mis sur la route de ces enfants ou familles abandonnés, de braves femmes qui pensent que les enfants sont l'avenir.

Ces femmes jouent le rôle de mère et de chef de famille. Elles jouent si bien leur rôle qu'elles arrivent à faire oublier l'absence d'un père dans la maison. Elles parviennent à assurer la relève, en essayant de travailler dur pour subvenir aux différents besoins des enfants et

parfois même, à ceux de l'entourage immédiat de la famille.

Nous avons ainsi vu une femme mettre du baume dans le cœur d'un enfant découragé et ayant fugué, en le ramenant chez ses parents et, en discutant avec ces derniers. Elle a redonné le sourire à des voisins démunis, en les aidant discrètement à régler des problèmes d'intendance.

Sachant que les enfants sont les adultes de demain, la femme est de plus en plus impliquée par rapport à la gestion de leur avenir. Elle se soucie de ses enfants plus que l'homme. Pour preuve, en début d'année scolaire, nous voyons beaucoup plus de femmes dans les écoles, pour les inscriptions et les réinscriptions des élèves. Elles sont plus assidues et plus promptes à répondre aux sollicitations des enseignants et des chefs d'établissements.

En outre, les femmes sont toujours au devant de la scène quand il s'agit de la santé des enfants. Il est fréquent de voir les femmes se lever de très bonne heure pour conduire leurs enfants à l'hôpital ou au poste de santé, lorsque ceux-ci sont malades ou, ont un rendez-vous médical.

Par ailleurs, pour aider leur mari à arrondir les fins de mois, certaines femmes, s'adonnent à un petit commerce au coin de leur rue. Tandis que d'autres travaillent dur pour subvenir à leurs besoins personnels et familiaux, pour ne dépendre de personne.

Au total, nous pouvons affirmer que la femme est source d'espérance là où elle passe. Elle joue un grand rôle, aussi bien dans sa famille que dans la société. Elle aide son époux dans l'éducation des enfants et contribue grandement à la bonne marche et à la gestion matérielle de son foyer. À l'image, sans doute, de la Vierge de Nazareth, épouse attentionnée et, mère éducatrice.

*Anne Marie Rose Ndione
Équippière du Sénégal*



❧ FICHE DE TRAVAIL ❧

FEMME CHEMIN D'ESPÉRANCE

L'espérance se construit tout au long de la vie. Les changements importants obtenus dans l'Histoire de l'humanité sont (et seront) le résultat d'une lutte constante non seulement des hommes mais aussi des femmes qui offrirent leur vie pour la justice, l'égalité et l'équité. Dans ces luttes, les femmes ont acquis divers droits : celui d'étudier, de voter, d'obtenir des heures de travail dignes, celui de choisir sa profession ; le féminicide et la maltraitance de la femme ont été pénalisés. Les femmes ont acquis le droit de décider de leur vie ; cependant il reste encore beaucoup à faire.

Les espaces d'exercice du pouvoir administratif sont encore majoritairement entre les mains des hommes. Bien qu'exerçant les mêmes fonctions, nous, les femmes, percevons un salaire moindre. Il circule de nombreux textes de héros masculins et très peu d'héroïnes. On n'a pas libéré le rôle de la femme dans l'Église. Dans la Bible, on ne parle pas d'Eve comme d'une femme intelligente et en recherche de savoir mais comme la désobéissante et la pécheresse, alors qu'on nous présente Marie accomplissant le dessein de Dieu, immaculée et sans péché.

Réflexion communautaire

VOIR

1. Comment vivons-nous cette réalité aujourd'hui : en famille, au travail, en Église, en communauté ? A quoi avons-nous droit et à quoi n'avons-nous pas droit ? Pourquoi ?
2. Quelles furent les valeurs d'éducation qui nous ont formés dans la famille, l'école, la société ? Avantages et désavantages. Comment ressentons-nous ces situations ?
3. Lesquels de ces comportements se reproduisent dans la famille, la classe, la société, l'Église ?
4. Quelles conséquences la réalité décrite apporte-t-elle dans les relations avec moi-même, avec l'autre, avec la nature et la société ?

JUGER

Textes : Genèse 3 ; 1-24, Jean 8 ; 1-11

On peut choisir d'autres textes en relation avec le thème de réflexion.

Questions :

- 1- Que disent les textes ?
- 2- Dans quel contexte se situent les événements présentés ?
- 3- Quelle est la réponse que donnent l'Église, les éducateurs, les pères et mères de famille et la société en relation avec les textes ?
- 4- Que me dit Dieu, à moi ?

AGIR

- 1- A quoi m'invitent les textes approfondis ?
- 2- A titre personnel, quels changements concrets dois-je entreprendre ?
- 3- Quelles actions devons-nous initier dans l'éducation pour avoir une incidence dans la société (organisations sociales, politiques, chrétiennes) et sur les gouvernements vers un changement social juste, égalitaire et équitable.

Prière finale communautaire

*MariCarmen Urgilès
trad. Paulette Molinier*

Marie, témoin d'une Espérance

Marie, témoin d'une espérance, pour le Seigneur tu t'es levée.

. Au sein du peuple de l' Alliance,

Tu me fais signe d'avancer, toujours plus loin.

Mère du Christ et notre mère. Tu bénis Dieu, printemps de vie.

En toi l'Esprit fait des merveilles, avec amour il te conduit

Quelqu'un t'appelle et te visite, ton cœur frémit à sa venue.

C'est à l'audace qu'il t'invite, tu vas sans peur vers l'inconnu.

Tu donnes chair à la Parole, Jésus grandit dans ta maison.

Lumière et vie pour tous les hommes, il vient t'ouvrir ses horizons.

Sur les chemins de l'Évangile, tu suis le Maître jusqu'au bout,

Et tu rejoins sur la colline ton Fils en croix souffrant pour nous.

Dans le matin du jour de Pâques, ton cœur exulte et crie de joie.

Le Christ est là, sur nos rivages, Il est vivant et tu le crois.

Comme un grand vent sur les disciples, l'Esprit de Dieu vient à souffler.

Tu es au cœur de cette Église où chacun doit se réveiller.

Pour tes enfants du monde entier tu as des mots de vérité ;

"Jésus vous dit la route à suivre, écoutez le, vous revivrez !"

Claude Bernard

